

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C — 2014/29077]

19 DECEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2003 instaurant un régime de mandats pour les administrateurs des universités organisées par la Communauté française;

Vu le protocole du Comité de négociation du Secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et le protocole n° 427 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclus le 12 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 54.509/2, donné le 11 décembre 2013, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° décret : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2° Académie : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur créée par le décret;
- 3° Administrateur : l'Administrateur visé à l'article 23 du décret.
- 4° Conseil d'administration : le Conseil d'administration visé à l'article 28 du décret;
- 5° Bureau exécutif : le Bureau exécutif visé à l'article 32 du décret.

Art. 2. Les services de l'Académie incluent jusqu'à 33 membres du personnel, soit :

- 1° l'Administrateur;
- 2° 20 attachés ou attachés principaux ou directeurs;
- 3° 8 gradués ou gradués principaux ou premiers gradués;
- 4° 4 assistants ou assistants principaux ou premiers assistants.

Art. 3. Le recrutement et le statut des agents visés à l'article 2, 1° à 4°, sont réglés par les dispositions figurant au titre I.

TITRE I^{er}. — Statut du Personnel**CHAPITRE 1^{er}. — Personnel statutaire****Section 1^{re}. — Dispositions générales**

Art. 4. A l'exception des dispositions dérogatoires expressément prévues ci-après, sont applicables aux agents de l'Académie :

- 1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;
- 2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;
- 3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2003 instaurant un régime de mandats pour les administrateurs des universités organisées par la Communauté française.

Les dispositions qui, postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés visés à l'alinéa 1^{er} sont applicables de plein droit, sous réserve de la même exception, aux agents de l'Académie.

Section 2. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

Art. 5. Pour l'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, il y a lieu de :

- 1° substituer aux mots « agents des Services du Gouvernement » les mots « agents de l'Académie »;
- 2° de substituer aux mots « Secrétaire général » le mot « Administrateur »;
- 3° de substituer aux mots « Comité de direction » les mots « Conseil de direction »;
- 4° de substituer au mot "Ministère" le mot "Académie";

5° de substituer aux mots « Chambre de recours des Services du Gouvernement » les mots « Chambre de recours ».

Les compétences du Gouvernement ou déléguées par celui-ci telles que visées aux articles 13, 14, 30, 37, 38, § 2, 93, 103, 107, § 8, et 117, sont exercées par le Bureau exécutif.

Art. 6. A l'article 3, il faut lire :

"L'Administrateur de l'Académie est désigné à titre temporaire par le Gouvernement conformément à l'article 23 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études et selon les modalités fixées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur.

Les autres agents de l'Académie sont nommés par le Bureau exécutif".

Art. 7. A l'article 6, il faut lire :

"La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée de l'agent exerçant un mandat et titulaire d'un grade classé au rang 16+."

Art. 8. A l'article 7, il faut lire :

"L'Administrateur coordonne les activités de l'Académie et assure la direction de son personnel. Il participe à l'élaboration du budget de l'institution. Il veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration et par le Bureau exécutif. Il veille à l'instruction préalable et à l'exécution des missions qui lui sont confiées par le Conseil d'administration aux termes de sa lettre de mission.

Il assiste avec voix consultative au Conseil d'administration et au Bureau exécutif.

Il veille à l'instruction préalable des affaires qui sont soumises au Conseil d'administration ou au Bureau.

Il est directement responsable devant le Conseil d'administration."

Art. 9. L'article 8 n'est pas applicable.

Art. 10. A l'article 11, il faut lire :

"Il existe, au sein de l'Académie, un Conseil de direction composé de l'Administrateur, ainsi que, sur désignation du Bureau exécutif, de un à trois autres membres du personnel de l'Académie de niveau 1 désignés prioritairement parmi les membres du personnel de rang 12.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Le Conseil de direction veille à informer les membres du Conseil d'administration de l'Académie des différentes politiques menées au sein de l'Académie.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Conseil d'administration sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par l'Académie."

Art. 11. L'article 12 n'est pas applicable.

Art. 12. A l'article 17, il faut lire :

"Le Bureau exécutif peut déclarer vacant tout emploi du rang le moins élevé de chaque niveau définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi du même rang qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir, par recrutement."

Art. 13. A l'article 28, il faut lire :

"Dans le cas visé à l'article 26, 1°, le stagiaire est nommé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination en qualité d'agent de l'Académie, au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi du niveau de son grade inscrit au cadre de l'Académie."

Art. 14. Les articles 46 à 53 et 69 ne sont pas applicables.

Art. 15. A l'article 70, il faut lire :

"Il est publié annuellement une liste nominative des agents de l'Académie ainsi que des membres du personnel contractuel de l'Académie et des chargés de mission auprès de l'Académie mentionnant leur niveau, leurs anciennetés administratives, leur catégorie, leur date de naissance ainsi que l'échelle de traitement qui leur est attribuée.

La liste nominative visée à l'alinéa précédent porte également mention, pour les agents, de leur rang et grade."

Art. 16. A l'article 71, il faut lire :

"Il est publié un organigramme de l'Académie reprenant sa structure avec indication des agents responsables.

Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure de l'Académie."

Art. 17. A l'article 87, il faut lire :

"Sauf mention réservée ou mention défavorable portée au rapport d'évaluation dont le modèle est annexé au présent arrêté, tout agent est toujours considéré comme étant titulaire d'une évaluation favorable. Il est personnellement avisé de son évaluation par note signée par son supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins, au moins une fois tous les deux ans, après un entretien d'évaluation."

Art. 18. Pour l'article 88, il faut lire :

"L'évaluation est établie sur la base des critères fixés dans le modèle du rapport visé à l'article 87. Le rapport d'évaluation est élaboré par le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins.

Le rapport d'évaluation est notifié à l'intéressé dans les quinze jours qui suivent l'entretien dont il est question à l'article 87.

L'agent vise et date le rapport qu'il restitue dans les quinze jours de la réception de la notification prévue à l'alinéa précédent, accompagné s'il échet de ses observations.

Le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins notifie sa décision à l'agent concerné dans les dix jours de la restitution du rapport."

Art. 19. A l'article 90, au paragraphe 3, il faut lire :

"A l'issue de cet entretien, le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins décide soit d'annuler le rapport d'évaluation, auquel cas l'agent est à nouveau titulaire d'une évaluation favorable, soit d'établir un nouveau rapport d'évaluation concluant à l'attribution d'une première mention défavorable."

Dans le même article, au paragraphe 5, il faut lire :

"A l'issue de cet entretien, le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins, décide soit d'annuler le rapport d'évaluation, auquel cas l'agent est à nouveau titulaire d'une évaluation favorable, soit d'établir un nouveau rapport d'évaluation concluant à l'attribution d'une deuxième mention défavorable."

Art. 20. A l'article 103, paragraphe 1^{er}, il faut lire :

"Les sanctions disciplinaires sont proposées provisoirement par le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins.

Celui-ci transmet sa proposition provisoire au Conseil de direction dans un délai de dix jours ouvrables prenant cours le jour qui suit celui où celle-ci, dûment motivée, a été notifiée à l'agent concerné.

Qu'il soit ou non membre du Conseil de direction, le supérieur hiérarchique qui a formulé la proposition provisoire participe au Conseil de direction sans voix délibérative.

Art. 21. Les articles 94 à 98 ne sont pas applicables.

Art. 22. A l'article 106, il faut lire :

"Il est institué une Chambre de recours de l'Académie compétente pour les agents de l'Académie, à l'exception du fonctionnaire général.

La Chambre de recours des Services du Gouvernement exerce les mêmes compétences vis-à-vis de agents de l'Académie que celles qu'elle exerce vis-à-vis des agents des Services du Gouvernement."

Art. 23. Les articles 118 à 120 ne sont pas applicables.

Art. 24. A l'annexe I, sous la mention "Rangs", il faut lire en lieu et place des mentions reprises au point A « Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales » la mention "16+ Administrateur".

Section 3. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

Art. 25. Pour l'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, il y a lieu de :

- 1° substituer aux mots « agents des Services du Gouvernement » les mots « agents de l'Académie »;
- 2° substituer aux mots « Comité de direction » les mots « Conseil de direction »;
- 3° substituer aux mots « Administrateur général » le mot « Administrateur ».

Section 4. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2003 instaurant un régime de mandats pour les Administrateurs des Universités organisées par la Communauté française.

Art. 26. Pour l'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2003 instaurant un régime de mandats pour les Administrateurs des Universités organisées par la Communauté française, il y a lieu de substituer aux mots "le Conseil d'administration de l'Université ou du centre universitaire concerné" les mots "le Conseil d'administration".

Art. 27. A l'article 1^{er}, il faut lire : "Le présent arrêté est d'application à l'Administrateur de l'ARES visé à l'article 23 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études."

Art. 28. L'intitulé de la section II est lu de la manière suivante : "Section II – Conditions générales d'accessibilité aux fonctions d'Administrateur".

Art. 29. A l'article 2, il faut lire :

"Les fonctions d'Administrateur sont accessibles :

- 1° aux agents relevant du rôle linguistique français des services de l'Etat, des services des Gouvernements de la Communauté ou de Région, des Collèges de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, ainsi qu'aux agents des personnes morales de droit public qui en dépendent, et titulaires d'un grade donnant accès à un rang de fonctionnaire général;
- 2° à tout titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau 2+, et pouvant se prévaloir d'une expérience utile dans le secteur public d'au moins cinq ans dans le niveau 1, dont au moins un an minimum exercé à un grade donnant accès à un rang de fonctionnaire général.

Cette expérience utile dans le secteur public doit avoir été acquise dans les services d'une institution dont le personnel est régi par un statut public;

- 3° aux membres du personnel académique et scientifique nommés à titre définitif des établissements visés au Titre Ier, Chapitre III, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études."

Art. 30. A l'article 13, il faut lire :

"Le Conseil d'administration évalue l'Administrateur tous les trente mois. Pour procéder à cette évaluation, il se fonde sur sa lettre de mission et son plan opérationnel."

Art. 31. Les articles 21 à 23 ne sont pas applicables.

CHAPITRE 2. — *Personnel contractuel*

Art. 32. Sans préjudice des dispositions transitoires figurant au Titre III, il est exclusivement satisfait aux besoins en personnel par des agents soumis aux dispositions du Titre Ier, Chapitre 1^{er}.

Des membres du personnel peuvent toutefois être engagés sous contrat de travail dans des conditions exceptionnelles dûment motivées et afin :

- 1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- 2° de remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service, quand la durée prévue de cette absence implique un remplacement;
- 3° d'exécuter des tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau.

Art. 33. Sans préjudice des dispositions spécifiques reprises ci-après, les membres du personnel contractuel sont soumis aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 34. Les engagements contractuels visés à l'article 33 sont décidés par le Bureau exécutif sur proposition motivée de l'Administrateur.

La procédure sur base de laquelle l'Administrateur formule sa proposition d'engagement est préalablement approuvée par le Bureau exécutif.

Cette procédure garantit que la sélection offre les garanties nécessaires en matière d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité.

Tout candidat à la sélection doit être porteur du diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau de l'emploi à conférer.

Art. 35. Les membres du personnel contractuel ont droit à l'échelle de traitement, au revenu minimum garanti, au pécule de vacances, à l'allocation de fin d'année et aux indemnités, allocations et primes équivalents à ceux d'un agent ayant la même fonction ou une fonction équivalente.

Art. 36. Le cas échéant, le licenciement d'un membre du personnel contractuel est décidé par le Bureau exécutif sur proposition de l'Administrateur ou, en cas de faute grave, directement par l'Administrateur.

Dans les conditions et selon les modalités fixées pour les membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement, le membre du personnel concerné est préalablement entendu avant toute décision de licenciement.

TITRE II. — Dispositions relatives aux chargés de mission

Art. 37. § 1^{er}. Conformément à l'article 26 du décret, des membres du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur peuvent être détachés pour mission auprès de l'Académie.

§ 2. Les chargés de mission visés au paragraphe 1^{er} sont détachés par l'établissement d'enseignement supérieur où ils exercent leurs fonctions pour une durée d'un an, renouvelable.

Art. 38. La rémunération des chargés de mission visés à l'article 37 reste à charge de l'établissement qui les détache, à l'exclusion des frais de parcours supplémentaires engendrés par leur mission, lesquels sont à charge du budget de l'Académie.

Les chargés de mission visés à l'article 37 restent soumis aux dispositions statutaires ou contractuelles qui régissent leurs relations avec l'établissement d'enseignement qui les emploie.

Sans préjudice de l'alinéa 2, pendant la durée de la mission, l'Administrateur exerce l'autorité hiérarchique sur les chargés de mission visés à l'article 37. Il peut proposer de mettre fin à la mission d'un chargé de mission visé à l'article 37 par décision motivée. Avant de formuler sa proposition, l'Administrateur entend l'agent concerné. La décision est prise par le Bureau exécutif.

Art. 39. Lorsqu'une charge de mission est vacante, un appel et le profil de fonction sont fixés, sur proposition de l'Administrateur, par le Bureau exécutif et adressés par lettre recommandée aux établissements d'enseignement supérieur.

Ceux-ci peuvent proposer la désignation d'un de leurs agents endéans les 30 jours de l'envoi de la lettre recommandée visée à l'alinéa 1^{er}. A cette fin, ils adressent à l'Académie les noms, prénoms, coordonnées et curriculum vitae du candidat proposé.

Le Bureau exécutif ou l'Administrateur auquel il peut déléguer ce pouvoir statue sur la proposition visée à l'alinéa 2 dans les 30 jours qui suivent l'échéance du délai visé à l'alinéa 2.

TITRE III. — Dispositions transitoires – personnel transféré à l'Académie

Art. 40. § 1^{er}. Les membres du personnel statutaire visés aux articles 154 à 157 du Décret en fonction au moment de la désignation par le Gouvernement des membres du premier Conseil d'administration de l'Académie sont de plein droit considérés comme agents de l'Académie au même grade et avec la même ancienneté que dans leur emploi actuel.

Ils sont soumis à l'autorité fonctionnelle de l'Administrateur et au statut applicable aux membres du personnel de l'Académie, tel que défini au Titre I^{er}, Chapitre 1^{er}, à l'exception :

- 1° du statut pécuniaire;
- 2° des dispositions relatives à la promotion, sauf la promotion par avancement de grade dans un emploi au sein de l'Académie.

Pour les matières visées à l'alinéa 2, 1° et 2°, les agents visés à l'alinéa 1^{er} restent soumis aux dispositions statutaires qui leur étaient applicables jusqu'à l'entrée en vigueur du décret, ainsi qu'à leurs éventuelles modifications ultérieures.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéas 2 et 3, les membres du personnel statutaire visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, se voient appliquer intégralement le statut administratif et pécuniaire défini au Titre I^{er}, Chapitre 1^{er} :

- 1° lorsqu'ils en font la demande expresse à l'Administrateur, à compter du 1^{er} jour du mois suivant ladite demande;
- 2° lorsqu'ils sont promus par avancement de grade au sein de l'Académie, à compter de la date d'entrée en vigueur de leur nomination dans l'emploi de promotion concerné.

Art. 41. Les membres du personnel visé aux articles 154 à 157 du décret engagés dans les liens d'un contrat de travail au moment de la désignation par le Gouvernement des membres du premier Conseil d'administration de l'Académie sont de plein droit considérés comme membres du personnel contractuel de l'Académie aux mêmes conditions et avec la même ancienneté que dans leur emploi actuel.

Ils sont soumis à l'autorité hiérarchique de l'Administrateur et aux dispositions contractuelles applicables aux membres du personnel de l'Académie conformément au Titre I, Chapitre 2, à l'exception :

- 1° des dispositions pécuniaires;
- 2° des dispositions relatives à la durée de leur engagement;
- 3° le cas échéant, des dispositions relatives aux conditions de renouvellement de leur engagement.

Pour les matières visées à l'alinéa 2, 1° à 3°, les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} restent soumis aux dispositions contractuelles qui leur étaient applicables jusqu'à l'entrée en vigueur du décret.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéas 2 et 3, les membres du personnel contractuel visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, se voient appliquer les dispositions pécuniaires applicables aux membres du personnel de l'Académie conformément au Titre I, Chapitre 3 lorsqu'ils en font la demande expresse à l'Administrateur, à compter du 1^{er} jour du mois suivant ladite demande.

Art. 42. Les membres du personnel chargés d'une mission au sein des organes et organismes visés aux articles 154 à 157 du décret sont de plein droit considérés comme chargés d'une mission identique et aux mêmes conditions au sein de l'Académie.

Sauf en cas de faute grave, l'Académie ne peut demander à mettre fin au congé pour mission qui est en cours au moment du transfert des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 43. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 44. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Bruxelles, le 19 décembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2014/29077]

19 DECEMBER 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur » (Académie Onderzoek en Hoger Onderwijs)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juni 2003 tot instelling van een mandatenstelsel voor de Bestuurders van de Universiteiten ingericht door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke openbare diensten, afdeling II, en het protocol nr. 427 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 12 november 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 oktober 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 oktober 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 54.509/2, gegeven op 11 december 2013, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° decreet: het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2° Academie: de Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, opgericht bij het decreet;
- 3° Administrateur: de Administrateur bedoeld bij artikel 23 van het decreet;
- 4° Raad van bestuur: de Raad van bestuur bedoeld bij artikel 28 van het decreet;
- 5° Het Uitvoerend bureau: het bureau bedoeld bij artikel 32 van het decreet.

Art. 2. De diensten van de Academie omvatten tot 33 leden van het personeel, d.w.z. :

- 1° de Administrateur;
- 2° 20 attachés of eerstaanwezende attachés of directeurs;
- 3° 8 gegradueerden of eerstaanwezende gegradueerden of eerste gegradueerden;
- 4° 4 assistenten of eerstaanwezende assistenten of eerste assistenten.

Art. 3. De aanwerving en het statuut van de ambtenaren bedoeld bij artikel 2, 1° tot 4°, worden geregeld door de bepalingen van titel I.

TITEL I. — Statuut van het personeel

HOOFDSTUK 1. — *Statutair personeel*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 4. Met uitzondering van de afwijkingsbepalingen uitdrukkelijk hierna bepaald, zijn van toepassing op de ambtenaren van de Academie :

- 1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juni 2003 tot instelling van een mandatenstelsel voor de Bestuurders van de Universiteiten ingericht door de Franse Gemeenschap.

De bepalingen die, na de inwerkingtreding van dit besluit, de bepalingen van de besluiten bedoeld bij het eerste lid wijzigen, aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege van toepassing, onder voorbehoud van dezelfde uitzondering, op de ambtenaren van de Academie.

Afdeling 2. — Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Art. 5. Voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap :

- 1° dienen de woorden “ambtenaren van de Diensten van de Regering” door de woorden “ambtenaren van de Academie” vervangen te worden;
- 2° dienen de woorden “Secretaris-generaal” door het woord “Administrateur” vervangen te worden;
- 3° dient het woord “Directiecomité” door het woord “Directieraad” vervangen te worden;
- 4° dienen de woorden “Raad van beroep van de Diensten van de Regering” door de woorden “Raad van beroep” vervangen te worden.

De bevoegdheden van de Regering of die door haar gedelegeerd worden zoals bepaald bij de artikelen 13, 14, 30, 37, 38, § 2, 93, 103, 107, § 8, en 117, worden door het Uitvoerend bureau uitgeoefend.

Art. 6. In artikel 3 dient gelezen te worden :

“De Administrateur van de Academie wordt tijdelijk aangesteld door de Regering overeenkomstig artikel 23 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en volgens de nadere regels bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur.

De andere ambtenaren van de Academie worden door het Uitvoerend bureau benoemd”.

Art. 7. In artikel 6 dient gelezen te worden :

“De categorie van de ambtenaren-generaal wordt vertegenwoordigd door de ambtenaar die een mandaat uitoefent en die houder is van een graad gerangschikt in rang 16+.”.

Art. 8. In artikel 7 dient gelezen te worden: “De Administrateur coördineert de werkzaamheden van de Academie en zorgt voor de leiding van zijn personeel. Hij neemt deel aan het opmaken van de begroting van de instelling. Hij zorgt eveneens voor de uitvoering van de beslissingen genomen door de Raad van bestuur en door het Uitvoerend bureau. Hij is verantwoordelijk voor de voorafgaande instructie en de uitvoering van de opdrachten die hem toegewezen worden door de Raad van bestuur overeenkomstig zijn opdrachtenblad.

Hij woont met raadgevende stem de Raad van bestuur en het Uitvoerend bureau bij.

Hij zorgt voor de voorafgaande instructie van de dossiers die aan de Raad van bestuur of het Uitvoerend bureau voorgelegd worden.

Hij is rechtstreeks verantwoordelijk vóór de Raad van bestuur.”.

Art. 9. Artikel 8 is niet van toepassing.

Art. 10. In artikel 11 dient gelezen te worden :

“Binnen de Academie bestaat er een Directieraad samengesteld uit de Administrateur, alsook, op aanstelling van het Uitvoerend bureau, één tot drie andere leden van het personeel van niveau 1 van de Academie prioritair aangewezen onder de leden van het personeel van rang 12.

Elke individuele beslissing ten opzichte van een personeelslid door de Directieraad geschiedt bij geheime stemming.

De Directieraad informeert de leden van de Raad van bestuur van de Academie over de verscheidene beleidslijnen binnen de Academie.

Hij kan adviezen op eigen initiatief uitbrengen en voorstellen doen aan de Raad van bestuur over elke vraag betreffende dit statuut en de aangelegenheden waarvoor de Academie bevoegd is.”.

Art. 11. Artikel 12 is niet van toepassing.

Art. 12. In artikel 17 dient gelezen te worden :

“Het Uitvoerend bureau kan elke betrekking van de laagste rang van elk niveau vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking van dezelfde rang die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven, ten einde er door werving in te voorzien.”.

Art. 13. In artikel 28 dient gelezen te worden :

“In het in artikel 26, 1° bedoelde geval wordt de stagiair door de tot benoemen bevoegde overheid tot ambtenaar van de Academie benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van het niveau van zijn graad die in de personeelsformatie van de Academie bestaat.”.

Art. 14. De artikelen 46 tot 53 en 69 zijn niet van toepassing.

Art. 15. In artikel 70 dient gelezen te worden :

“Jaarlijks wordt een naamlijst van de ambtenaren van de Academie alsook van de contractuele personeelsleden van de Academie en de opdrachtenhouders bij de Academie bekendgemaakt met vermelding van hun niveau, hun administratieve anciënniteit, hun categorie, hun geboortedatum alsook de weddeschaal die hun wordt toegekend.

De naamlijst bedoeld bij het vorige lid vermeldt tevens, voor de ambtenaren, hun rang en graad.”.

Art. 16. In artikel 71 dient gelezen te worden :

“Er wordt een organogram van de Academie bekendgemaakt waarin de structuur ervan opgenomen wordt met vermelding van de verantwoordelijke ambtenaren.

Bij elke wijziging van de structuur van de Academie wordt een nieuw organogram bekendgemaakt.”.

Art. 17. In artikel 87 dient gelezen te worden :

“Behoudens een vermelding “met voorbehoud” of een ongunstige vermelding die opgenomen wordt in het evaluatieverslag waarvan het model bij dit besluit gevoegd is, wordt iedere ambtenaar altijd geacht titularis te zijn van een gunstige evaluatie. Zijn evaluatie wordt hem persoonlijk ter kennis gebracht bij een nota getekend door zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere van minstens rang 12, minstens een maal om de twee jaar, na het evaluatieonderhoud.”.

Art. 18. Voor artikel 88 dient gelezen te worden :

“De evaluatie geschiedt op grond van de criteria die in het model van het verslag bedoeld in artikel 87 worden vastgesteld. Het evaluatieverslag wordt door de onmiddellijke hiërarchische meerdere en de onmiddellijke hiërarchische meerdere van minstens rang 12 opgesteld.

Van het evaluatieverslag wordt aan de betrokkene kennis gegeven binnen de veertien dagen die volgen op het onderhoud waarvan sprake in artikel 87.

De ambtenaar viseert en dateert het verslag dat hij binnen de veertien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het vorige lid, samen met zijn eventuele opmerkingen, terugbezorgt.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere van minstens rang 12 geeft kennis van zijn beslissing aan de betrokken ambtenaar binnen de tien dagen nadat het verslag terugbezorgd is.”.

Art. 19. In artikel 90, bij paragraaf 3 dient gelezen te worden :

“Op het einde van dit onderhoud, beslist de onmiddellijke hiërarchische meerdere van minstens rang 12 hetzij het evaluatieverslag te vernietigen, en in dit geval heeft de ambtenaar opnieuw een gunstige evaluatie, hetzij een nieuw evaluatieverslag op te maken waarin besloten wordt een eerste ongunstige vermelding toe te kennen.”.

In hetzelfde artikel, bij paragraaf 5 dient gelezen te worden :

“Op het einde van dit onderhoud, beslist de onmiddellijke hiërarchische meerdere van minstens rang 12 hetzij het evaluatieverslag te vernietigen, en in dit geval heeft de ambtenaar opnieuw een gunstige evaluatie, hetzij een nieuw evaluatieverslag op te maken waarin besloten wordt een tweede ongunstige vermelding toe te kennen.”.

Art. 20. In artikel 103, paragraaf 1 dient gelezen te worden :

“De tuchtstraffen worden voorlopig voorgesteld door de onmiddellijke hiërarchische meerdere van minstens rang 12.

Deze meerdere zendt zijn voorlopig voorstel over aan de Directieraad binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de dag nadat dit met redenen omkleed voorlopig voorstel aan de betrokken ambtenaar is medegedeeld.

Of hij al dan niet lid is van de Directieraad, de hiërarchische meerdere die het voorlopig voorstel heeft geformuleerd neemt deel aan de Directieraad zonder stemgerechtigd te zijn.”.

Art. 21. De artikelen 94 tot 98 zijn niet van toepassing.

Art. 22. In artikel 106 dient gelezen te worden:

“Er wordt een Raad van Beroep voor de Academie ingesteld, die bevoegd is voor de ambtenaren van de Academie, met uitzondering van de ambtenaar-generaal.

De Raad van beroep van de Diensten van de Regering oefent dezelfde bevoegdheden uit ten opzichte van de ambtenaren van de Academie als deze die hij ten opzichte van de ambtenaren van de Diensten van de Regering uitoefent.”.

Art. 23. De artikelen 118 tot 120 zijn niet van toepassing.

Art. 24. In de Bijlage I, onder de melding “Rangen” dient gelezen te worden in plaats van de vermeldingen opgenomen bij punt A “Ambtenaren-generaal”, de melding “16+ Administrateur”.

Afdeling 3. — Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Art. 25. Voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap :

- 1° dienen de woorden “ambtenaren van de Diensten van de Regering” door de woorden “ambtenaren van de Academie” vervangen te worden;
- 2° dient het woord “Directiecomité” door het woord “Directieraad” vervangen te worden;
- 4° dienen de woorden “Administrateur-generaal” door het woord “Administrateur” vervangen te worden.

Afdeling 4. — Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juni 2003 tot instelling van een mandatenstelsel voor de Bestuurders van de Universiteiten ingericht door de Franse Gemeenschap

Art. 26. Voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juni 2003 tot instelling van een mandatenstelsel voor de Bestuurders van de Universiteiten ingericht door de Franse Gemeenschap dienen de woorden “Raad van bestuur van de Universiteit of van het betrokken universitaire centrum” vervangen te worden door de woorden “de Raad van bestuur”.

Art. 27. In artikel 1 dient gelezen te worden: “Dit besluit is van toepassing op de Administrateur van de ARES bedoeld bij artikel 23 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.”.

Art. 28. Het opschrift van afdeling II wordt als volgt gelezen: “Afdeling II – Algemene voorwaarden voor de toegang tot het ambt van Administrateur”.

Art. 29. In artikel 2 dient gelezen te worden :

“Het ambt van Administrateur is toegankelijk voor :

- 1° de ambtenaren die onder de Franse taalrol ressorteren van de Rijksdiensten, de diensten van de Regeringen van de Gemeenschap of van het Gewest, de Colleges van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie alsook de ambtenaren van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, en houders van een graad die toegang verleent tot een rang van ambtenaar-generaal;
- 2° elke houder van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 of niveau 2+, en die het bewijs kan leveren van een nuttige ervaring in de openbare sector van minstens vijf jaar in niveau 1, waarvan minimum één jaar in een graad die toegang verleent tot een rang van ambtenaar-generaal.

Deze nuttige ervaring in de openbare sector moet in de diensten van een instelling verworven zijn waarvan het personeel aan een openbaar statuut onderhevig is;

- 3° de leden van het academisch en wetenschappelijk personeel die vast benoemd zijn in de instellingen bedoeld bij Titel I, Hoofdstuk III, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.”.

Art. 30. In artikel 13 dient gelezen te worden :

“De Raad van bestuur evalueert de Administrateur om de dertig maanden. Om tot deze evaluatie over te gaan, beroept hij zich op het opdrachtenblad en het operationele plan van de Administrateur.”.

Art. 31. De artikelen 21 tot 23 zijn niet van toepassing.

HOOFDSTUK 2. — *Contractueel personeel*

Art. 32. Onverminderd de overgangsbepalingen opgenomen bij Titel III, wordt exclusief aan de behoefte aan personeel voldaan door ambtenaren die aan de bepalingen van Titel I, Hoofdstuk 1 onderhevig zijn.

De leden van het personeel kunnen echter met een arbeidsovereenkomst aangeworven zijn in behoorlijk met redenen omklede uitzonderlijke omstandigheden en om :

- 1° aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften inzake personeel te voldoen, of het om het implementeren van acties die in tijd beperkt zijn, of het om een uitzonderlijke werkoverlast gaat;
- 2° ambtenaren te vervangen als deze gedeeltelijk of totaal afwezig zijn, al dan niet in dienstactiviteit, wanneer de voorzienbare duur van deze afwezigheid een vervanging met zich meebrengt;
- 3° opdrachten te verwezenlijken die bijzondere kennis of een wijde ervaring van hoog niveau vergen.

Art. 33. Onverminderd de specifieke bepalingen hierna opgenomen, worden de leden van het contractueel personeel aan de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten onderworpen.

Art. 34. De contractuele wervingen bedoeld bij artikel 33 worden door het Uitvoerend bureau beslist op met redenen omkleed voorstel van de Administrateur.

De procedure waarop de Administrateur zijn voorstel tot werving baseert, wordt voorafgaandelijk door het Uitvoerend bureau goedgekeurd.

Deze procedure garandeert dat de selectie de nodige waarborgen inhoudt inzake gelijkheid van behandeling, willekeurbestrijding, onafhankelijkheid en onpartijdigheid.

Elke kandidaat voor de selectie moet houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift in verband met het niveau van de toe te kennen betrekking.

Art. 35. De contractuele personeelsleden hebben recht op de weddeschaal, het gewaarborgd minimumloon, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en de vergoedingen, toelagen en premies die dezelfde zijn als deze verleend aan een ambtenaar die hetzelfde ambt of een gelijkwaardig ambt uitoefent.

Art. 36. Desgevallend, wordt tot de afdanking van een contractueel personeelslid besloten door het Uitvoerend bureau op voorstel van de Administrateur of, in geval van zware fout, rechtstreeks door de Administrateur.

Mits inachtneming van de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald voor de contractuele personeelsleden van de Diensten van de Regering, wordt het betrokken personeelslid gehoord alvorens elke beslissing van afdanking genomen wordt.

TITEL II. — Bepalingen met betrekking tot de opdrachthouders

Art. 37. § 1. Overeenkomstig artikel 26 van het decreet kunnen de personeelsleden van een instelling voor hoger onderwijs wegens opdracht bij de Academie gedetacheerd worden.

§ 2. De opdrachthouders bedoeld bij de eerste paragraaf worden gedetacheerd door de instelling voor hoger onderwijs waar ze hun ambt uitoefenen voor een periode van één jaar, periode die vernieuwd kan worden.

Art. 38. De bezoldiging van de opdrachthouders bedoeld bij artikel 37 blijft ten laste van de instellingen die ze detacheren, met uitsluiting van de bijkomende reiskosten voortvloeiend uit hun opdracht, welke ten laste vallen van de begroting van de Academie.

De opdrachthouders bedoeld bij artikel 37 blijven onderworpen aan de statutaire of contractuele bepalingen die hun betrekkingen regelen met de onderwijsinstelling die ze tewerkstelt.

Onverminderd het tweede lid, gedurende de periode van de opdracht, oefent de Administrateur het hiërarchische gezag over de opdrachthouders bedoeld bij artikel 37 uit. Hij kan voorstellen een einde te maken aan de opdracht van een opdrachthouder bedoeld bij artikel 37 mits met redenen omklede beslissing. Alvorens zijn voorstel te formuleren, hoort de Administrateur de betrokken ambtenaar. De beslissing wordt door het Uitvoerend bureau genomen.

Art. 39. Wanneer een opdracht vacant verklaard wordt, worden op de voordracht van de Administrateur door het Uitvoerend bureau een oproep en het ambtsprofiel bepaald en bij aangetekende brief aan de instellingen voor hoger onderwijs toegestuurd.

Deze kunnen de aanstelling voordragen van één van hun ambtenaren binnen de dertig dagen van het toesturen van de aangetekende brief bedoeld bij het eerste lid. Daartoe, zenden ze aan de Academie de naam, voornamen, personalia en curriculum vitae van de voorgedragen kandidaat.

Het Uitvoerend bureau of de Administrateur aan wie het deze macht kan delegeren, neemt een beslissing over het voorstel bedoeld bij het tweede lid binnen de dertig dagen na het aflopen van de termijn bedoeld bij het tweede lid.

TITEL III. — Overgangsbepalingen – personeel overgedragen naar de Academie

Art. 40. § 1. De statutaire personeelsleden bedoeld bij de artikelen 154 tot 157 van het Decreet, in functie van het ogenblik van de aanstelling door de Regering van de leden van de eerste Raad van bestuur van de Academie, worden van rechtswege beschouwd als ambtenaren van de Academie met dezelfde graad en met dezelfde anciënniteit als deze van hun huidige betrekking.

Ze worden onderworpen aan het functionele gezag van de Administrateur en aan het statuut dat van toepassing is op de personeelsleden van de Academie, zoals bepaald bij Titel I, Hoofdstuk 1, met uitzondering van :

- 1° het geldelijk statuut;
- 2° de bepalingen betreffende de bevordering, behoudens voor de bevordering door verhoging in graad in een betrekking binnen de Academie.

Voor de aangelegenheden bedoeld bij het tweede lid, 1° en 2°, blijven de ambtenaren bedoeld bij het eerste lid aan de statutaire bepalingen die op ze toepasselijk waren tot de inwerkingtreding van het decreet onderworpen, alsook aan hun mogelijke latere wijzigingen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, tweede en derde lid, is het administratief en geldelijk statuut bepaald bij Titel I, Hoofdstuk 1, integraal van toepassing op de ambtenaren bedoeld bij paragraaf 1, eerste lid :

- 1° wanneer ze de uitdrukkelijke aanvraag aan de Administrateur richten, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand volgend op genoemde aanvraag;
- 2° wanneer ze bevorderd worden door verhoging in graad binnen de Academie, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van hun benoeming in de betrokken bevorderingsbetrekking.

Art. 41. De personeelsleden bedoeld bij de artikelen 154 tot 157 van het decreet, aangeworven met een arbeidsovereenkomst op het ogenblik van de aanstelling door de Regering van de leden van de eerste Raad van bestuur van de Academie, worden van rechtswege beschouwd als contractuele personeelsleden van de Academie op dezelfde voorwaarden en met dezelfde anciënniteit als deze van hun huidige betrekking.

Ze worden onderworpen aan het hiërarchische gezag van de Administrateur en aan de contractuele bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Academie, overeenkomstig Titel I, Hoofdstuk 2, met uitzondering van :

- 1° de geldelijke bepalingen;
- 2° de bepalingen inzake duur van de aanwerving;
- 3° desgevallend, de bepalingen betreffende de voorwaarden inzake vernieuwing van hun werving.

Voor de aangelegenheden bedoeld bij het tweede lid, 1° tot 3°, blijven de personeelsleden bedoeld bij het eerste lid aan de contractuele bepalingen die op ze toepasselijk waren tot de inwerkingtreding van het decreet onderworpen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, tweede en derde lid, zijn de geldelijke bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Academie overeenkomstig Titel I, Hoofdstuk 3, toepasselijk op de contractuele personeelsleden bedoeld bij paragraaf 1, eerste lid, wanneer ze de uitdrukkelijke aanvraag aan de Administrateur richten, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand volgend op deze van de aanvraag.

Art. 42. De personeelsleden die belast zijn met een opdracht binnen de organen en de instellingen bedoeld bij de artikelen 154 tot 157 van het decreet worden van rechtswege beschouwd als belast met een gelijke opdracht en op dezelfde voorwaarden binnen de Academie.

Behoudens zware fout, kan de Academie niet aanvragen een eind te maken aan een verlof wegens opdracht dat gaande is op het ogenblik van de overdracht van de personeelsleden bedoeld bij het eerste lid.

Art. 43. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 44. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Brussel, 19 december 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2013/206940]

5. SEPTEMBER 2013 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Exekutive vom 19. Dezember 1988 bezüglich der Prüfungen und der Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Artikel 7 Paragraf 7 Nummer 6 und Artikel 8 Paragraf 3 Nummer 4;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 19. Dezember 1988 bezüglich der Prüfungen und der Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes;

Aufgrund des Gutachtens des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 26. Juni 2013;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 9. Juli 2013;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt vom 10. Juli 2013;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 53.776/2/V des Staatsrates, das am 29. Juli 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1 Absatz 1 Nr.1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Exekutive vom 19. Dezember 1988 bezüglich der Prüfungen und der Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 30. November 1998, vom 19. November 2001 und vom 4. November 2004, wird die Wortfolge "Zentrum der Ständigen Weiterbildung oder von einer Ausbildungsstätte" durch die Wortfolge "anerkannten Zentrum" und die Wortfolge "Organisator der Kurse" durch das Wort "Zentrum" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 30. November 1998, vom 19. November 2001 und vom 4. November 2004, wird wie folgt ersetzt:

"Art. 2 - § 1 Die Bewertung am Ende der Lehre fußt auf den von der Regierung auf Vorschlag des Instituts genehmigten Ausbildungsprogrammen. Sie bezieht sich auf:

1. die Allgemeinkenntnisse mittels 30% der Gesamtpunktzahl;
2. die Fachkenntnisse mittels 30% der Gesamtpunktzahl;
3. die praktischen beruflichen Fähigkeiten mittels 40% der Gesamtpunktzahl.

In Abweichung von Absatz 1 bezieht sich die Bewertung für die Berufe, für die ein integriertes Ausbildungsprogramm festgelegt wurde, auf:

1. die integrierten Kenntnisse mittels 60% der Gesamtpunktzahl;
2. die praktischen beruflichen Fähigkeiten mittels 40% der Gesamtpunktzahl.

In Abweichung von Absatz 1 bezieht sich die Bewertung für die Teilnehmer, die gemäß Artikel 21 des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen von der Teilnahme an den allgemeinbildenden Kursen im Stadium der Lehre entbunden sind, auf:

1. die Fachkenntnisse mittels 60% der Gesamtpunktzahl;
2. die praktischen beruflichen Fähigkeiten mittels 40% der Gesamtpunktzahl.

In Abweichung von Absatz 1 bezieht sich die Bewertung für die Teilnehmer, die gemäß Artikel 33 des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen den modularen Allgemeinbildungskursen im Stadium der Lehre folgen, auf:

1. die modularen Allgemeinkenntnisse mittels 30% der Gesamtpunktzahl;
2. die Fachkenntnisse mittels 30% der Gesamtpunktzahl;
3. die praktischen beruflichen Fähigkeiten mittels 40% der Gesamtpunktzahl.